



Dans le cadre de la campagne d'actions initiée par l'intersyndicale nationale les mobilisations se multiplient dans les départements et la colère des personnels s'exprime avec force. Le 17 octobre s'est traduit par des blocages, des fermetures de services, des taux de grève élevés et beaucoup de collègues mobilisés.

Ces initiatives locales doivent s'amplifier pour assurer le succès de la journée de grève du 15 novembre prochain obtenir des garanties sur l'arrêt des suppressions d'emplois et un moratoire sur les restructurations incessantes et faire du jour d'échéance de la taxe d'habitation une journée DGFIP morte.

Alors que les ministres n'ont cessé de se répandre sur la technicité et le dévouement des agents, il est temps de passer à des formes de reconnaissance concrète pour qu'enfin la DGFIP ne soit plus considérée comme un des derniers gisements d'emplois à supprimer et reconnue comme une administration exerçant des missions prioritaires. Marre d'être exemplaires !

HÉRAULT

Le samedi 15 octobre à 10h, avec les élus, les citoyens et les personnels, un rassemblement à l'initiative des sections **F.O.-DGFIP** et CGT a eu lieu devant la trésorerie de Bédarieux menacée de fermeture le 1^{er} janvier 2017. 110 personnes et de nombreux élus locaux étaient présents et une pétition auprès de la population a recueilli plus de 1300 signatures.



L'Intersyndicale **F.O.-DGFIP**, CGT et Solidaires prépare la grève du 15 novembre par une tournée d'HMI déjà tenues sur les sites de Montmorency, Chaptal, le Millénaire, le CPS, le CHU

Montpellier, le SIP de Lunel, le SIP de Sète, le SIP de Pezenas, Béziers Verdier et Agde.

Le dialogue social est interrompu les organisations syndicales ne siègent plus en CHSCT, CTL et CDAS avec le soutien de nos collègues douaniers.

RHÔNE

La journée du 17 octobre 2016 commencé par un rassemblement intersyndical **F.O.-DGFIP-Solidaires-CGT** devant la Direction, rue de la Charité, en présence de plusieurs médias pour exposer les difficultés rencontrées dans l'exercice de nos missions ainsi que le recul du service public dans le Rhône. Les contribuables se sont montré très réceptifs.

Les organisations se sont ensuite rendues à la rencontre du Directeur Général à l'espace Vivier Merle Environ 70 collègues se sont invités à une discussion improvisée avec Bruno PARENT pour l'interpeller sur les moyens, l'exercice des missions, les conditions de travail.

Enfin, vos élus ont exprimé les revendications :



arrêt des restructurations, arrêt des suppressions d'emplois à la DGFIP. **F.O.-DGFIP** a affirmé fortement la nécessité de défendre nos missions. Les effectifs ne peuvent plus être rognés, de partout, les restructurations font, défont et fragilisent les structures, usant les énergies des fonctionnaires que nous sommes.

En outre, **F.O.-DGFIP** a revendiqué l'arrêt des « réformes » qui menacent nos statuts : nous avons lu au DG des dispositions de PPCR qui menacent concrètement nos statuts.

De même **F.O.-DGFIP** a exigé du directeur qu'il demande (comme aux Douanes) une dérogation au RIFSSEP (régime indemnitaire fusionné Fonction publique) qui menace nos primes. Le simple report récemment obtenu ne suffit pas.

Les organisations syndicales ont dénoncé l'habitude maintenant ancrée, tant à la DGFIP qu'au ministère, d'informer les agents des grandes décisions (modalités prélèvement à la source, revirement sur la 1/2 part etc...) après le grand public. Cette attitude est emblématique de ce que beaucoup perçoivent comme des marques de mépris.

Ces revendications sont très largement majoritairement partagées. Elles seront au cœur de l'appel à la grève du 15 novembre à la DGFIP.

BAS-RHIN

Les sections **F.O.-DGFIP** 67 et Solidaires ont distribué un tract commun aux usagers du 35 avenue des Vosges, le lundi 17 octobre, jour d'échéance, pour les alerter sur la situation et l'avenir de leur service public et les informer du mouvement de grève du 15/11.



OISE



Le 17 octobre, jour d'échéance de la taxe foncière, les militants **F.O.-DGFIP** ont interpellé les usagers en distribuant un dépliant «Vous avez raison de vous déplacer ! » devant le Centre des Finances Publiques de Beauvais rue du Docteur Gérard.

Cette action leur a permis de dénoncer les baisses d'effectifs incessantes et notamment les 1815 emplois supprimés en 2017 à la DGFIP ainsi que les décisions qui sont prises pour composer avec de telles saignées dans les

emplois publics : confirmation des fermetures des trésoreries de Noailles et de Ribécourt au 01/01/2017, organisation d'un «accueil personnalisé sur rendez-vous» à Beauvais, Senlis et Compiègne dès février 2017, mise en place d'un espace libre-service pour les usagers qui témoignent toutes de la volonté de la DGFIP de dissuader l'utilisateur de se présenter à ses guichets !

Les militants **F.O.-DGFIP** ont également dénoncé la dégradation continue des conditions de travail (matériel insuffisant ou désuet, ménage négligé, parking payant pour les travailleurs à Beauvais), les incertitudes sur la pérennité des services, la multiplication des services au bord de la rupture (exemple : à Chambly, le trésorier travaille sans aucun agent !) ou les déménagements incessants à l'intérieur de l'immeuble de Beauvais

C'est parce que les agents n'en peuvent plus qu'un appel à la grève est lancé pour le 15 novembre, journée d'échéance importante pour le paiement des taxes d'habitation !

FINISTÈRE



Ce lundi matin, à l'appel de **F.O.-DGFIP**, Solidaires et la CGT, une action a été menée au Centre des finances publiques de Carhaix. Les agents mobilisés entendaient alerter les usagers sur le «manque de moyens» attribués à la trésorerie et au centre des impôts pour fonctionner.

«Aujourd'hui, il est devenu impossible pour nous, agents des finances publiques, de remplir nos missions et de répondre correctement aux attentes».

Postés à l'entrée du bâtiment, les militants ont distribué des tracts aux usagers et leur ont expliqué la situation.

BOUCHES-DU-RHÔNE

Depuis plus de deux ans une lutte unitaire **F.O.-DGFIP**, Solidaires et CGT a été engagée contre le projet de la direction locale de liquider la Trésorerie de Miramas.

Après une première victoire l'an dernier, la Drfip 13 s'est obstinée à vouloir de nouveau fermer ce service public de proximité.



Contre la suppression de postes et la fermeture de centres d'accueil, les syndicats alertent les contribuables ce lundi.

Postés à l'entrée des centres des finances publiques de Brest, Quimper, Morlaix et Carhaix, les agents refusent la diminution de «l'accueil physique».

Les syndicats **F.O.-DGFIP**, Solidaires Finances Publiques 29 et la CGT dénoncent « un véritable Waterloo » pour les finances publiques du Finistère. Après les trésoreries de Plouigneau, Pont-Aven, Saint-Thégonnec, Plouescat, Ploudalmézeu et Saint-Martin-des-Champs, c'est au tour du centre d'accueil de Plogastel-Saint-Germain de fermer ses portes le 1^{er} janvier 2017.



L'intersyndicale **F.O.-DGFIP**, Solidaires et CGT n'a rien lâché et a poursuivi la mobilisation avec les agents, les contribuables et les élus de Miramas.

Dernièrement encore militants et agents étaient sur le marché de la ville pour faire signer une pétition citoyenne massivement signée.

Les élus et nous même sommes intervenus auprès des Ministres et du 1^{er} Ministre.

Hier dans la journée, la décision de ne pas fermer la trésorerie a été annoncée par la Direction Générale. L'arrêté ministériel révoquant celui du 26 août qui annonçait la fermeture de la Trésorerie au 01/01/2017 doit être publié d'ici la fin du mois.

Dans l'attente de cette décision officielle, **F.O.-DGFIP** comme l'intersyndicale se félicite de cette victoire pour le service public, pour les agents, pour les usagers. La lutte paie !

NORD

Depuis plusieurs mois, la DRFIP Nord a annoncé de nombreuses restructurations : fusions et transferts, suppressions dans tous les secteurs avec l'aménagement des structures et du réseau (ASR 2017), la création d'un centre de contact au 1er octobre 2016, l'expérimentation du Service d'Appui au Réseau (SAR) dans le secteur public local.

Des réflexions sont en cours sur l'accueil personnalisé et une nouvelle réduction des horaires d'accueil du public. Le tout dans un contexte de poursuite des suppressions d'emplois pour notre administration (encore plus de 1500 suppressions d'emploi annoncées pour 2017)

Dans le Nord, ce sont plus de 1 100 emplois, soit plus d'un quart des effectifs, qui ont d'ores et déjà disparu.

Mais c'est bien une accélération sans précédent des restructurations à laquelle nous sommes soumis : accélération dramatique pour le service public, nos missions et nos conditions de travail.

Tous les pans de notre Direction sont touchés : Domaines, Secteur Public Local, Contrôle fiscal, trésorerie mixte ou spécialisée, Services de Publicité Foncière, Enregistrement, SIP, SIE, Service de Direction, Centre d'encaissement, CPS...

A partir du 10 octobre, l'intersyndicale propose le principe d'une journée/un site (ou une RAN) pour que chaque service porte ses revendications concrètes.

MARDI 18 OCTOBRE : LILLE IMM/CPS

Après une semaine de mobilisation, le moins que l'on puisse dire, c'est que le mouvement à la DRFIP Nord ne s'essouffle pas, bien au contraire ! Après le Centre d'encaissement de Lille qui était bloqué ce lundi avec près de 75 % d'agents grévistes et les services de direction fortement mobilisés, les collègues du Centre Prélèvement Service qui étaient appelés à la grève aujourd'hui mardi 18 octobre.

Résultats : plus de 50 % de grévistes.

C'est donc une mobilisation sans précédent qui se poursuit à travers la grève et qui touche tous les services de la DRFIP Nord !! Les questions de l'emploi et des restructurations sont celles qui sont systématiquement reprises dans les cahiers revendicatifs de chaque service.

LA DIRECTION DOIT MAINTENANT RESPONDER A CES QUESTIONS !

L'intersyndicale DRFIP Nord sera reçue mardi prochain par la déléguée interrégionale du Directeur Général. Par ailleurs, l'intersyndicale sollicitera un rendez-vous de l'ensemble des députés du département pour leur exposer la situation réelle de notre administration, surtout en cette période de débat parlementaire sur le projet de loi finances pour 2017.



MERCREDI 19 OCTOBRE : RAN DE DOUAI

Pour le 8ème jour de grève à la DRFIP Nord, c'est toujours une mobilisation considérable et sans précédent pour les collègues du Douaisis. Avec les trésoreries de Somain et Marchiennes fermées aujourd'hui, ce sont de nombreux collègues de tous les services qui étaient en grève. Et notamment, les collègues du Service de Publicité Foncière de Douai en grève à 100 %.

Une distribution de tracts au public a permis de faire connaître la situation réelle de notre administration et des difficultés à effectuer notre travail au quotidien. Le soutien des usagers est total sur notre mouvement d'autant plus quand on explique les conséquences en termes d'accueil (fermetures de services, centres de contact...).

L'après-midi, des collègues de Douai ont remis de nombreux cahiers revendicatifs en Direction : emplois, surcharge de travail, inquiétude sur l'avenir des services... La DRFIP se dit prête à discuter et régler des problèmes sur les éléments matériels ; en revanche, rien sur l'emploi et les restructurations !



JEUDI 20 OCTOBRE : RAN DE DUNKERQUE

Grève dans de nombreux services, rassemblement, distribution de tracts au public, trois trésoreries fermées au public aujourd'hui (Saint-Pol sur mer, Coudekerque Branche, Bergues) avec des taux de grève sur ces services supérieurs à 70 %. 60 % de grévistes à la recette des Finances.

aucun élu n'a participé à cette réunion (faisant simplement lecture d'une motion).

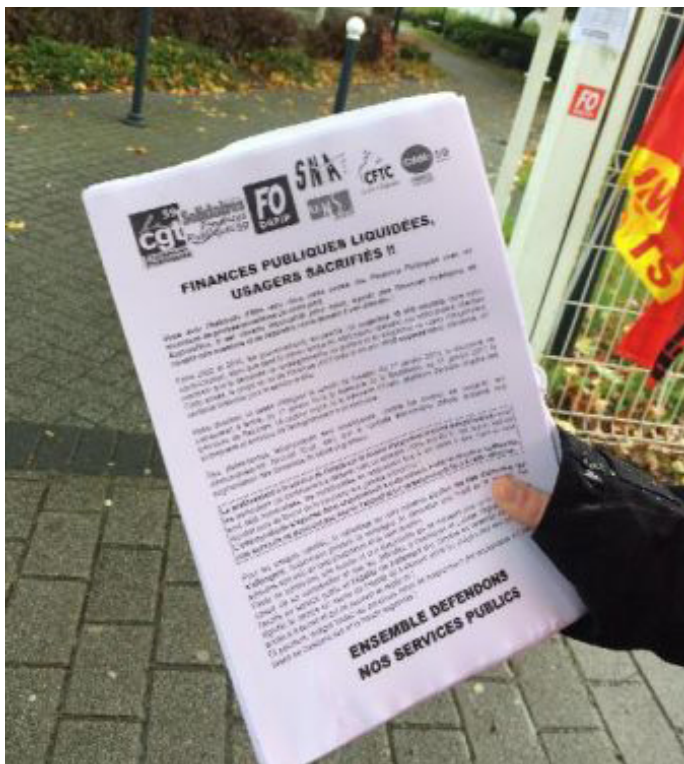
Depuis le début du mouvement, ce sont des centaines de collègues qui se sont mis en grève, des dizaines de services fermés, des dizaines de cahiers revendicatifs remis à la direction.

VENDREDI 21 OCTOBRE : RAN DE VALENCIENNES

Pour ceux qui en doutaient encore, cette journée de grève du 20 octobre sur Valenciennes montre l'importance du mouvement à la DRFIP Nord et que celui-ci ne s'arrêtera pas !

Avec 5 services fermés au public, le Centre des Finances Publiques Valenciennes fermé, les trésoreries de Trith saint léger et Marly, c'est une des plus importantes journées de mobilisation : 30 % de grévistes sur l'ensemble de la RAN, plus de 50 % sur les SIE.

La direction regarde les cahiers revendicatifs remis et se dit prête à apporter des réponses sur les questions matérielles (sans moyens supplémentaires !).



Ce matin devait se tenir un Comité Technique Local avec notamment à l'ordre du jour l'Aménagement des Structures et du Réseau (ASR) pour le 1^{er} janvier 2017. Et la DRFIP Nord a proposé exactement les mêmes projets sans aucune modification oubliant ainsi le vote unanimement contre des élus en CTL et CHS, et la mobilisation de ces derniers jours. Face à cette provocation,

ON CONTINUE ON LACHE RIEN

ARRÊTE
D'ÊTRE EXEMPLAIRES

AVEYRON

Une action intersyndicale **F.O.-DGFIP**, CGT, Solidaires a été menée pour aller à la rencontre des usagers des services publics de la DGFIP à Decazeville et Aubin le 17 octobre.

L' action a été très largement soutenue et appréciée par le nombreux public rencontré.

CHARENTE



Le 17 octobre, environ 60/70 agents ont débrayé de 9h à 9h15 malgré la pluie et se sont retrouvés dans le hall du CFP de Soyaux.

Vers 11h, la directrice étant dans ces mêmes locaux pour rencontrer les agents du CDIFoncier, une quarantaine d'agent ont pu l'interpeller et échanger pendant 30/35 minutes sur les réformes locales comme le 28/9 lors de sa visite des 2 SIE de Soyaux.

HAUTE GARONNE

Les syndicats **F.O.-DGFIP**, Solidaires, et CGT des finances publiques dénoncent notamment l'abandon de l'accueil du public.

Réunies, hier matin, devant les bâtiments de la cité administrative de Toulouse pour aller à la rencontre des usagers, les organisations syndicales **F.O.-DGFIP**, Solidaires et CGT des finances publiques sont entrées dans une période d'action revendicative, correspondants aux dates limites de paiement des impôts locaux.

«Ces échéances correspondent à une période cruciale pour la Direction générale des finances publiques (DGFIP). La fin d'année est une période où le Parlement valide, ou pas, les arbitrages du gouvernement en matière d'emplois et de budget de fonctionnement. L'administration nationale et locale les décline avec toutes leurs conséquences, notamment sur l'organisation des services», soulignent les syndicats

MORBIHAN



Communiqué de Presse

*Fermeture de la Trésorerie de Belz / Etel :
Haro sur le service public des finances publiques
dans le Morbihan !*

Plusieurs centres de finances publiques ont été fermés ces derniers mois dans notre Département à l'image de celui de Josselin, de Plouay, de Rohan, Pluvigner ou celle annoncée de Belz / Etel...

Dès 2014, j'ai accompagné les agents et les Maires concernés par ces fermetures en alertant le Gouvernement sur le sujet.

Le 17 octobre, à Vannes, Auray et Lorient, les syndicats Solidaires Finances Publiques - CGT Finances Publiques - **F.O.-DGFIP** du Morbihan se sont mobilisés pour informer les usagers sur le recul des services publics et sur la complexité du prélèvement à la source.

Le 18 octobre à Etel dans le Morbihan : à l'annonce de la fermeture de la Trésorerie de Etel-Belz, Les syndicats Solidaires Finances Publiques - CGT Finances Publiques - **F.O.-DGFIP** du Morbihan se sont mobilisés pour le maintien du service public de proximité, ont interpellé les élus et ont fait signer une pétition sur le marché d'Etel.

L'accueil reçu de la population à ces actions est très bon.

qui déplorent 1 815 suppressions supplémentaires en 2017, soit 37 000 suppressions en 13 ans.

En Haute-Garonne, depuis 2009, 160 emplois ont été supprimés, auxquels s'ajoutent 100 emplois inscrits au budget mais non pourvus dans les services. Le tout dans un contexte tendu avec la mise en place du prélèvement à la source au 1^{er} janvier 2018 et la poursuite des restructurations en 2017 : fermetures de trésoreries, concentration de services, création de pôles départementaux et régionaux et leurs conséquences...

Les syndicats déplorent aussi l'éloignement de l'accueil des usagers avec la création d'un centre de contact à Carcassonne dont dépendent désormais les contribuables de Haute-Garonne, les restrictions des horaires d'accueil et la priorité donnée aux «e-contacts» et aux accueils sur rendez-vous...

« Le service public fiscal, foncier et de gestion publique est en danger, assure l'intersyndicale. C'est une remise en cause de la démocratie et de l'équité territoriale, sociale et fiscale ».

Le 15 novembre 2016, Les syndicats Solidaires, CGT et **F.O.-DGFIP** des finances publiques appellent à une journée de grève nationale.

ARIÈGE



Les drapeaux des syndicats flottaient hier matin devant l'hôtel des finances publiques, rue Mendès France. Une trentaine de salariés bloquaient l'entrée du bâtiment. L'appel à la grève avait été donné au niveau national par l'intersyndicale CGT-**F.O.-DGFIP**-Solidaires, avec la consigne de bloquer au moins un centre par département.

« Nous sommes là pour dénoncer les suppressions énormes des effectifs, alors que nos missions restent les mêmes. Ce qui amoindrit l'efficacité du service public, et les retards s'accumulent », explique Jérôme Roujas, Secrétaire départemental **F.O.-DGFIP** de l'Ariège. Hier, personne n'est venu travailler. « Tous les salariés sont soit ici, au piquet de grève, soit sont restés chez eux ».

Le personnel de direction, mallette à la main, s'est regroupé devant l'entrée barrée. Avant de rebrousser chemin vers les voitures.

« L'objectif est d'éviter que les choses s'enveniment », justifie Gérard Mattoy, le directeur du centre de finances publiques. « Je ne suis pas là pour entendre ou pour comprendre les revendications des salariés. J'en prends acte, mais nous avons des contraintes budgétaires. »

Les négociations sont au point mort, les employés ayant décidé de « couper toutes relations avec la hiérarchie ».

MAINE ET LOIRE



Les représentants Solidaires, **F.O.-DGFIP** et CGT finances publiques 49, après avoir tracté toute la matinée du 17 octobre devant le centre des finances Publiques d'Angers, ont repris leur opération de sensibilisation des usagers le 18 octobre matin sur la résidence de Baugé.

Ils tiennent sur le même site une HMI l'après midi et poursuivront leurs actions de sensibilisation au retour des vacances scolaires, tant à destination des usagers que de leurs collègues.

PYRÉNÉES ORIENTALES

Les personnels se sont rassemblés en HMI le 17 octobre dernier dans le hall d'accueil du Centre des Finances Publiques de la Côte de Vermeille, plus gros site du département.

Loin de céder aux intimidations exercées par la Direction locale, les agents sont venus toujours plus nombreux aux HMI empêchant l'ouverture au public du site toute la journée.

Dans le même temps les élus en comité technique ont boycotté sa reconvoction et ont quitté la réunion après lecture d'une motion intersyndicale.

Les agents du département se prépare désormais à des actions de blocage de sites dans la durée entre le 3 et le 17 novembre.

Les organisations syndicales locales appellent fermement à l'action de grève nationale DGFIP du 15 novembre prochain.

ARRÊTÉ

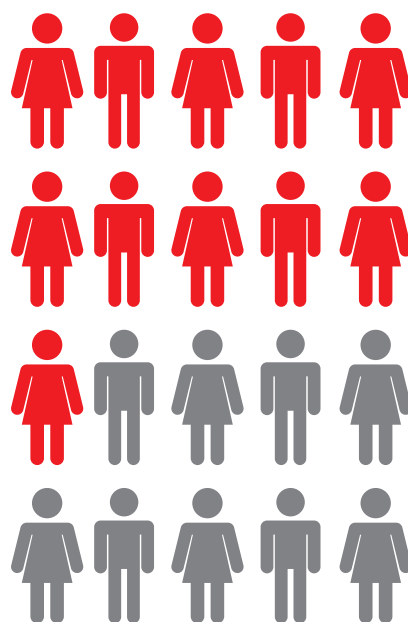
D'ÊTRE EXEMPLAIRES

EN 2017



5,40 %

DES EFFECTIFS



57,42 %

DES EMPLOIS SUPPRIMÉS

**MOINS DE FONCTIONNAIRES
C'EST MOINS DE SERVICES PUBLICS**

FO
DGFIP

**TOUS EN GRÈVE
LE 15 NOVEMBRE**